

# *Les quatre cavaliers de l'obscurantisme*

*Ces quatre textes, légèrement remaniés, développent et précisent le contenu de deux interventions : l'une à la librairie La Gryffe de Lyon le 8 décembre 2007 lors d'un débat animé par Daniel Colson ; l'autre devant les étudiantes et les étudiants de l'École ouvrière supérieure (une école de travailleurs sociaux, kinésithérapeutes, infirmières, etc.) à Bruxelles le 30 avril 2011.*

# Introduction

**Gouvernements, dignitaires religieux, ONG, multiculturalistes de gauche, universitaires spécialistes des religions et intellectuels «agnostiques» défendent ou confortent l'oppression religieuse et la superstition.**

Sur le thème de mon intervention d'aujourd'hui, «Religion et politique», il existe de nombreux ouvrages, des colloques, des recueils d'articles ou des numéros spéciaux de revues. Vous en trouverez une liste non exhaustive à la fin du texte. Généralement les spécialistes qui débattent du thème «Religion et politique» s'intéressent surtout aux rapports institutionnels entre les Etats et les Eglises sur la longue durée, voire la très longue durée. Aujourd'hui, je m'intéresserai davantage aux évolutions récentes des trente dernières années, aux dynamiques actuelles, plutôt qu'aux pesanteurs historiques, sociales, culturelles qui peuvent expliquer l'enracinement des questions religieuses et leur poids dans le champ politique.

Je ne vais donc pas me livrer aujourd'hui à une savante dissertation sur les différentes formes de laïcisation et de sécularisation en Europe, comme vous pouvez en trouver par exemple dans un livre comme *Politique et religion en France et en Belgique* (Editions de l'Université de Bruxelles, 2009).

Mais pour ne pas totalement négliger ce sujet, je me contenterai d'expliquer très schématiquement, que les spécialistes des «sciences religieuses»<sup>(1)</sup> distinguent fréquemment deux modèles approximatifs de rapports entre politique et religion, deux idéal-types comme disent les sociologues inspirés par Max Weber. Selon ces spécialistes, on distingue deux modèles possibles de rapports entre politique et religion (et évidemment plusieurs variantes ou combinaisons entre les deux) :

– la laïcisation, c'est-à-dire l'intervention énergique et plutôt autoritaire d'un Etat pour limiter le pouvoir d'une Eglise dans l'espace public, l'autoriser à agir librement dans l'espace de la «société civile», voire la repousser dans les frontières du «privé» (la France est le cas le plus souvent cité avec la Turquie avant l'arrivée au pouvoir d'Erdogan en 2003, et bien que ce dernier exemple soit extrêmement sujet à caution, puisqu'en fait l'Etat turc, depuis Mustapha Kemal, a toujours contrôlé les mosquées, salarié les imams, etc.) ;

– et la sécularisation, processus censé être plus consensuel, et qui correspondrait à une prise de distance progressive, douce, de la société vis-à-vis de la religion dominante.

Je n'entrerai pas dans ce débat aujourd'hui et ceux que cela intéresse trouveront toutes les références utiles dans les ouvrages de Jean Baubérot <sup>(2)</sup>, notamment *Laïcités sans frontières*, Jean Baubérot et Micheline Milot, (Seuil, 2011).

Je vais tenter d'aborder aujourd'hui une autre question, plus polémique, celle de l'influence politique et sociale **négative** des religions. Je voudrais souligner et **dénoncer** le rôle des différents acteurs qui poussent à ce que la religion prenne plus de place dans l'espace public, et à ce que les Eglises (tous courants confondus) exercent davantage de pouvoir dans la société. Je m'exprime ici en tant qu'athée militant, pas en tant qu'universitaire ou chercheur soucieux d'être «objectif» ou au-dessus de la mêlée.

Il existe bien sûr de nombreuses raisons pour lesquelles le thème de la religion resurgit avec virulence dans les débats politiques actuels, l'une d'entre elles, paradoxale, étant justement la disparition progressive des régimes staliniens athées en URSS et en Europe de l'Est. Cette disparition, dont je me réjouis sans aucune réserve ni aucune réticence, a permis au christianisme et à l'islam de connaître une nouvelle renaissance, dans des territoires où les Eglises et les croyants étaient persécutés depuis des décennies. On peut d'ailleurs parier que si, demain, le Parti stalinien chinois perdait le pouvoir et qu'une forme de «démocratie libérale» apparaissait en Chine, toutes sortes de missionnaires ou de dignitaires chrétiens, bouddhistes et musulmans se précipiteraient en Chine pour recruter de nouveaux adeptes ou renouer des liens avec les communautés religieuses clandestines qui y prospèrent déjà. Et qu'on assisterait donc aussi à un renouveau de la question religieuse, et à d'innombrables interventions des Eglises dans le champ politique.

Pourtant d'un strict point de vue strictement statistique il y a presque autant d'athées et d'agnostiques [1,1 milliard en 2015] sur cette planète que de «musulmans» [1,8 milliard en 2015]. Si, presque toutes les semaines, un magazine, un programme de télévision, une émission de radio ou un journal en Europe brandit l'épouvantail de l'islam, vous ne verrez jamais un hebdomadaire titrer sur l'un des courants de pensée le plus important au monde, celui des «sans-Dieu», en clair celui des athées et des agnostiques. Aujourd'hui, je ne vais pas vous parler des athées et des agnostiques, qui sont plutôt discrets ou

silencieux dans les discussions politiques sur la religion, mais de la quadruple offensive actuelle en faveur des religions, du sacré, du divin, du «croire». Peu importe le terme utilisé par les spécialistes au langage châtié, il s'agit du même phénomène néfaste.

Dans l'offensive actuelle en faveur du «religieux», on peut distinguer quatre protagonistes principaux. Les deux premiers (les Eglises et les Etats) sont des participants traditionnels et très anciens des combats idéologiques ; les deux autres sont des acteurs plus récents et plus inattendus : les ONG et ceux que j'appelle les idéologues théophiles ou théocompatibles, les spécialistes des religions, fortement soutenus par la gauche théocompatible.

Par ironie, j'ai choisi d'intituler cette conférence «Les quatre cavaliers de l'obscurantisme», mais si j'en crois les illustrations picturales de ce mythe mentionné dans le Nouveau Testament, l'expression vous semblera sans doute mélodramatique puisqu'elle fait allusion aux Quatre Cavaliers de l'Apocalypse, dont les couleurs des montures (le blanc, le rouge, le noir et le vert) symbolisent respectivement la Parole de Dieu, la Guerre civile, la Famine et la Mortalité par épidémie. Je vais donc expliquer le contenu de ma métaphore mais j'espère que vous ne la prendrez pas au pied de la lettre.

– **Le premier cavalier** de l'obscurantisme monte un cheval blanc. Il pourrait symboliser les religieux de toutes confessions qui essaient de gagner ou de regagner de l'influence sur tous les continents. En prêchant à leurs fidèles et en recrutant de nouveaux adeptes, les prêtres, les pasteurs, les rabbins, les imams sont dans leur fonction naturelle, ils défendent leurs croyances, ce qui est leur droit le plus strict. Mais les athées ont aussi le droit de démasquer, de dénoncer, leurs idées comme des conceptions conservatrices, réactionnaires, hostiles à l'égalité, à la fraternité, à la liberté des êtres humains.

– **Le deuxième cavalier** de l'obscurantisme monte un cheval rouge. Rouge comme le sang, il pourrait symboliser les gouvernements et les Etats qui instrumentalisent les religions de façon cynique ou avec fanatisme, quitte à ce que les peuples se massacrent entre eux. Là aussi, rien de nouveau sous le soleil. Les rois, les empereurs, les dictateurs, les présidents et même les députés ou les maires «démocratiquement élus» ont toujours cherché à se servir de la religion comme d'un repoussoir ou d'une bannière de ralliement politique.

– **Le troisième cavalier** de l'obscurantisme monte un cheval noir. Il pourrait symboliser les «Nouveaux Théophiles», les idéologues «philothéistes» ou «théocompatibles», en particulier, les spécialistes des «sciences religieuses». Ces spécialistes, ces théoriciens, ces écrivains, ces journalistes, ces leaders d'opinion ramènent le religieux au culturel, puis le culturel à l'identitaire. La conclusion politique pratique de leurs raisonnements plus ou moins sophistiqués, plus ou moins masqués par un verbiage «scientifique» ou psychologique, est simple, voire simpliste : le religieux constituerait, selon eux, un élément essentiel pour assurer l'équilibre psychologique et moral de la majorité des êtres humains. De plus, ô magie, il permettrait d'assurer aussi la cohésion sociale. Sans religion, pas d'identité ; sans identité, pas de culture, donc le chaos, la barbarie ou le totalitarisme. L'influence de ces intellectuels est renforcée par la «gauche théocompatible» et la «gauche identitaire post-moderne», dont les frontières idéologiques se recoupent à peu près.

– Le quatrième cavalier de l'obscurantisme monte un cheval vert, en fait verdâtre. Il pourrait symboliser les ONG qui, par leurs activités humanitaires, diffusent une idéologie charitable, altruiste, compassionnelle. Elles contribuent à redorer directement le blason des religions (quand il s'agit d'ONG confessionnelles) ou de «valeurs» religieuses (quand il s'agit d'ONG laïques). Les ONG encouragent, volontairement ou pas, consciemment ou pas, la passivité des peuples ou des catégories assistés.

À ces quatre acteurs principaux, on pourrait ajouter un dernier acteur significatif, parmi les protagonistes de cette offensive en faveur des religions, le cinquième cavalier de l'obscurantisme, pour continuer la métaphore : les croyants eux-mêmes.

Je n'aborderai pas non plus cette question, faute de temps. Je me contenterai de signaler que l'individualisme croissant encouragé par le capitalisme moderne ; l'édification de l'Union européenne et l'érosion des Etats-nations qui lui est concomitante ; la mondialisation accélérée de l'économie et des «cultures» ; le rôle des moyens de communication modernes et en premier lieu de l'Internet ; les migrations massives au sein des différents continents et secondairement entre les continents ; la disparition du bloc stalinien de l'Est et de la chape de plomb qu'il faisait peser sur les religions et les croyants – tous ces phénomènes ont nourri et accéléré une crise des valeurs morales et politiques. Dans un tel contexte, le retour à la religion de ses parents, de ses grands-parents, voire de ses ancêtres ; la conversion à une nouvelle religion telle que l'islam, le bouddhisme ou le protestantisme ; les nombreux bricolages syncrétiques auxquelles se livrent les croyants (par exemple entre le New Age et le

christianisme) ; l'apparition des «nouveaux mouvements religieux» ; le développement des sectes, etc., tous ces phénomènes influencent non seulement le comportement privé des individus mais aussi leurs attitudes et leurs choix politiques.

Après cette introduction je vais donc essayer d'illustrer les quatre offensives parallèles menées par les Quatre Cavaliers de l'Obscurantisme (les Eglises, les Etats, les intellectuels théophiles – fortement secondés par la gauche théocompatible – et les ONG). Ces **quatre offensives idéologiques se renforcent et se nourrissent l'une l'autre, et sont donc inséparables**. Je ne suis pas capable de fixer un point de départ précis de ce tournant idéologique et de cette évolution dans les rapports entre religion et politique. Je peux seulement avancer l'hypothèse qu'il a dû se produire entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980.

## NOTES

1. «Sciences religieuses» est une curieuse expression qui rassemble deux mots contradictoires. C'est ce que l'on appelle en termes sophistiqués un oxymore, puisque la science repose sur la raison et la vérification par l'expérience, alors que la religion repose sur la foi et la «révélation mystique». Science et foi ; expérience de laboratoire et révélation divine, autant de contradictions insolubles.

2. Lorsqu'ils l'invitent à s'exprimer, les médias se gardent bien de mentionner les convictions chrétiennes de monsieur Baubérot. Ils le présentent seulement comme un universitaire spécialiste du «fait religieux» ; pas plus qu'ils ne nous informent du fait qu'il appartient à un puissant lobby religieux international, reconnu par l'ONU, l'Association internationale de la liberté religieuse. Enfin, c'est un cumularde de commissions gouvernementales, du moins selon Wikipedia : *«En 1997 et 1998, il est conseiller technique au cabinet de Ségolène Royal, ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire (Éducation à la citoyenneté). Il est membre de la commission consultative des cultes, ministère de l'Emploi et de la Solidarité de 1999 à 2004 ; membre de la mission d'évaluation, d'analyse et de propositions relatives aux représentations violentes à la télévision du ministère de la Culture, de juin à décembre 2002 ; membre de la commission sur l'enseignement supérieur privé du ministère de l'Éducation nationale, de 2003 à 2007. Il est membre de la commission “Sigma”, Commissariat général du Plan, de 2004 à 2006. De juillet-décembre 2003, il est membre de la commission indépendante sur l'application du principe de laïcité dans la République, dite «commission Stasi», et s'abstient lors du vote concernant l'interdiction du voile à l'école.»* Et après cela, on viendra nous raconter que l'Etat français serait «laïcard», «laïciste», voire anti-religieux !

# L'offensive tous azimuts des théologiens, des ecclésiastiques, et des dirigeants de communautés religieuses

Pour illustrer cette offensive religieuse tous azimuts je vais rappeler quelques faits récents qui montrent à quel point politique et religion s'entremêlent, et pas simplement dans le monde dit «arabomusulman», comme tentent de nous le faire croire les médias. C'est pourquoi la plupart des exemples ci-dessous concerneront la religion chrétienne, non par peur d'offenser les convictions des musulmans, mais parce que ces interventions intempestives des religieux chrétiens sont très peu discutées.

Cette offensive prend évidemment des formes multiples et contradictoires, au sein d'une même religion ou d'une même Eglise. Si on veut la ranger par thème on pourrait distinguer par exemple :

1. **Le soutien à des régimes politiques considérés comme progressistes** : c'est le cas des partisans de la théologie de la libération qui ont soutenu le Parti des travailleurs et ensuite le président Lula au Brésil (rappelons que Frei Beto, l'un des principaux théologiens de la libération était l'un des conseillers du président Lula – difficile de trouver un mélange des genres plus significatif). Les partisans de la théologie de la libération ont soutenu d'ailleurs aussi le colonel Chavez au Venezuela, militaire qui ne cesse de citer l'Evangile et de mettre en avant ses convictions religieuses, quitte à contredire le pape ou à réécrire les Evangiles à sa sauce. Ce type de soutien religieux à un régime politique aboutit généralement à une division, voire à une fracture profonde, au sein des Eglises, comme c'est le cas au Venezuela et au Brésil où toute une partie de la hiérarchie catholique s'est opposée à Lula et à Chavez.

2. **L'opposition à une dictature** : cela a été le cas d'une partie de l'Eglise catholique polonaise quand elle a soutenu le syndicat Solidarité. Ou le cas d'une fraction de l'Eglise anglicane sud-africaine dans la lutte contre l'apartheid.

### 3. Le soutien à une dictature

**Le national-catholicisme franquiste** : En octobre 2007 «498 martyrs des persécutions religieuses» pendant la guerre civile espagnole (1936-1939) ont été béatifiés à Rome. Cette béatification s'est déroulée deux jours avant le vote par le Parlement espagnol de la loi de réhabilitation des victimes du franquisme, loi qui a été combattue par la droite et...par l'Eglise. Parmi ces martyrs canonisés ne figuraient ni les prêtres républicains fusillés par les franquistes au Pays Basque, ni les catholiques loyaux à la République fusillés par les «nationalistes» de Franco. On se trouve donc face à une tendance lourde du catholicisme espagnol qui a des conséquences très actuelles dans les luttes politiques. La conférence épiscopale espagnole n'a jamais condamné le franquisme ni le rôle de l'Eglise dans cette période sombre pour ce pays.

Cela n'a rien d'étonnant si l'on se souvient que l'Eglise catholique romaine a cherché systématiquement, pendant les années 1920 et 1930 à signer des concordats avec les régimes fascistes. Elle signa les accords du Latran avec Mussolini en 1929 et un concordat avec Hitler en juillet 1933, quatre mois après que Hitler eut conquis les pleins pouvoirs et le droit de gouverner par décret. Donc pour ce qui concerne l'Eglise catholique européenne, plus de 60 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas de rupture radicale, de condamnation radicale de son passé collaborationniste avec les dictatures européennes.

**L'apartheid sud-africain** offre un autre exemple de soutien à une dictature abjecte : si l'apartheid a été mis en place officiellement en 1948 et aboli en 1991, cette mesure, prise au lendemain de la Seconde

Guerre mondiale, ne faisait que légaliser la ségrégation raciale qui avait été instaurée au XVII<sup>e</sup> siècle en Afrique du Sud par les protestants !

Puisque nous parlons des rapports entre politique et religion, rappelons qu'il a fallu attendre 1982 pour que l'Alliance réformée mondiale (qui regroupe les Eglises protestantes de tous les pays) condamne l'apartheid comme une hérésie et suspende l'Eglise réformée néerlandaise sud-africaine de ses instances ; et il a fallu attendre 1986 pour que l'Eglise catholique sud-africaine dénonce l'apartheid et ses fondements théologiques. Respectivement cinq ans et neuf ans seulement avant la fin de l'apartheid. Une prise de conscience bien tardive...

L'apartheid avait en effet un fondement religieux, biblique, très clair, comme l'explique avec bien des réticences la journaliste Ariane Bozon, ex-correspondante en Afrique du Sud, à Radio France Internationale, dans un article paru dans la revue *Présence africaine*. Elle cite une déclaration du Parti national, proche des groupes pro-nazis et antisémites avant la Seconde Guerre mondiale, et principal parti afrikaner. Et bien sûr ce parti en appelait à Dieu pour légitimer le système de «développement séparé» (en clair, l'apartheid) qu'il allait mettre en place en 1948 : «*Dans L'obéissance à Dieu tout-puissant, et à Sa Parole, le peuple afrikaner reconnaît sa vocation nationale, manifestée dans l'histoire des Voortrekkers qui est de développer l'Afrique du Sud dans un sens chrétien*». «*En apparence (écrit Ariane Bozon), l'idée qui anime alors les fondateurs de l'apartheid s'inscrivait dans la droite ligne de la "mission tutélaire" que se serait vue confier la race blanche élue par Dieu.*»

Cette journaliste devrait savoir que cette prétendue «apparence» de fondement religieux au racisme a été utilisée par les catholiques et les protestants, en Amérique du Sud comme en Amérique du Nord, pendant plusieurs siècles, et n'a donc rien de spécifiquement sud-africain.

D'ailleurs, l'Eglise réformée néerlandaise sud-africaine a soutenu à fond le régime raciste ainsi que l'Eglise internationale pentecôtiste dont faisait partie la femme de Frederik De Klerk, président du Parti national et dernier président blanc de la République raciste d'Afrique du Sud.

**4. L'encouragement au développement d'un nouveau nationalisme.** C'est le cas de l'Eglise catholique grecque ukrainienne qui organise chaque année une marche jusqu'à la cathédrale Notre-Dame de Paris, dans la capitale française, pour faire reconnaître le génocide (*Holodomor*) organisé par le régime stalinien en 1933. A l'époque, pour briser la résistance des paysans ukrainiens contre la collectivisation des terres, le pouvoir soviétique opéra des réquisitions de masse qui provoquèrent une famine qui tua entre 4 et 10 millions de personnes, selon les estimations. Non seulement l'Eglise catholique grecque se mobilise régulièrement sur ce thème du génocide en l'instrumentalisant à des fins nationalistes, mais elle célèbre chaque année la résistance de Simon Petlioura en Ukraine contre les bolcheviks en 1919, le même Petlioura qui ferma les yeux devant les pogromes antisémites organisés par ses troupes, pogromes qui firent aux alentours de 20 000 victimes. Les catholiques grecs ukrainiens organisèrent même une cérémonie devant la flamme du Soldat Inconnu sur les Champs-Élysées en 2006.

La religion catholique grecque sert ici de ciment national au patriotisme ukrainien, et donne des couleurs à ce cadavre idéologique qu'est le nationalisme...

**5. La justification d'opérations coloniales ; en Israël,** il y a eu un débat à la Knesset, au Parlement, pour savoir si on n'allait pas redonner aux Palestiniens une partie des terres en fonction d'une vieille loi religieuse. **En effet,** les partis religieux dans ce pays ont pris de plus en plus de poids dans la vie politique.

**6. La tentative de recréer une union nationale** difficile à réaliser dans des pays déchirés par des conflits confessionnels et politiques. Pour l'illustrer, on peut citer deux exemples pris au Liban

- Au **Liban lors des élections présidentielles de 2007** les partis politiques, suite à une proposition de la France, ont fait appel au cardinal Sfeir, le patriarche (chrétien) maronite, pour dresser une liste de candidats et obliger les différentes forces à se mettre d'accord sur un ensemble de noms.

- Au Liban encore, a été instauré un culte de la Vierge de Béchouate, dans la plaine de la Bekaa, culte organisé par les chrétiens maronites, mais soutenu par les musulmans. Apparue dans un petit village chrétien entièrement contrôlé politiquement par l'extrême droite chrétienne (les Forces libanaises soutenues financièrement par Israël, et dirigées notamment par Samir Geagea, sinistre personnage qui s'est «illustré» pendant la guerre civile de 1975 à 1990) ce culte a été pris en main par un évêque. Celui-

ci s'est démené pour que ce pèlerinage des chrétiens et des musulmans devienne un outil du culte pour l'unité nationale, rassemblant toutes les communautés du Liban, autour du drapeau national.

#### **7. L'utilisation de l'antijudaïsme musulman dans un sens antisémite et nationaliste.**

En Algérie, en novembre 2007, quand le ministre algérien Mohamed Chérif Abbès a tenu des propos antisémites contre Sarkozy, il a été approuvé par le Conseil des oulémas, structure censée regrouper les plus savants interprètes du Coran. *«Vous connaissez les origines du président français et les parties qui l'ont amené au pouvoir, a déclaré ce ministre. Saviez-vous que les autorités israéliennes avaient mis en circulation un timbre à l'effigie de Nicolas Sarkozy, en pleine campagne électorale ? Le gouvernement d'ouverture que dirige M. Sarkozy, qui a vu plusieurs personnalités de gauche rejoindre un gouvernement de droite, soulève plusieurs interrogations comme pourquoi Bernard Kouchner a décidé de sauter le pas, cela ne s'est pas fait pour des croyances personnelles. Ceci était le résultat d'un mouvement qui reflète l'avis des véritables architectes de l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, le lobby juif qui a le monopole de l'industrie en France.»*

Quand le Conseil des oulémas, haute autorité religieuse, soutient les propos antisémites d'un ministre, on se trouve face à un parfait exemple de mariage incestueux entre le politique et le religieux, au service du nationalisme, et en plus de l'antisémitisme.

#### **8. La tentative de se blanchir après un long silence vis-à-vis du crime organisé, en récupérant un mouvement en faveur des victimes assassinées par la Mafia.**

L'attitude de l'Eglise catholique face à Cosa Nostra en Sicile est à cet égard exemplaire. Comme l'explique John Dickie, dans *Cosa Nostra, l'histoire de la Mafia Sicilienne* (Buchet Chastel, 2007), les prêtres ont sous-estimé l'influence de Cosa Nostra parce qu'elle défendait les mêmes valeurs que l'Eglise : la déférence, l'humilité, la tradition et la famille. Ils ont accepté les donations des mafieux pour financer leurs processions et leurs œuvres de charité. Ils ont accepté que des responsables du crime organisé administrent des œuvres de bienfaisance, etc.

L'Eglise catholique italienne a opéré un tournant spectaculaire quand des juges antimafia, dont la plupart étaient de fervents catholiques, ont été assassinés en 1992 et 1993. En effet ces meurtres et attentats comme celui, spectaculaire, contre le juge Falcone, ont incité de nombreux catholiques à s'engager politiquement à la fois contre la Démocratie chrétienne, soutien de Cosa Nostra en Sicile, et contre les assassins eux-mêmes. Un véritable culte populaire est né autour d'un arbre planté en face de la résidence du juge Falcone. Des milliers de petits messages, des fruits, des bijoux, furent déposés et continuent à être déposés au pied de cet arbre. Le pape se décida alors à dénoncer la Mafia dans un discours prononcé en mai 1993 à Agrigente (Sicile) : *«aucun homme, aucune organisation humaine, Mafia, ne peut changer et piétiner ce droit sacré de Dieu»*, phrase suivie d'un long silence, puis d'une *«condamnation de la civilisation de la mort»* et d'un rappel du *«jugement de Dieu»*, sous-entendu pour les assassins. La machine de propagande de l'Eglise catholique se mit alors en marche : les procès en béatification de plusieurs prêtres ou juges assassinés commencèrent ; on mobilisa même les arguments des théologiens de la libération (qui ne sont pas habituellement en odeur de sainteté au Vatican) pour justifier de telles démarches. Et bien sûr l'Eglise chercha à contacter les assassins de ces juges en prison, pour en faire des repentis vertueux, et prouver le pouvoir de la foi et l'efficacité de l'Eglise....

**9. Le refus de respecter la séparation entre l'Eglise et l'Etat au nom de la tradition et de la culture :** rappelons qu'en Italie l'Eglise catholique a mené pendant des années une campagne pour le maintien des crucifix dans les églises et les tribunaux, combat qui s'est traduit par deux décisions contradictoires de la Cour européenne des droits de l'homme. Malheureusement la CEDH a fini par céder et par entériner la position de l'Eglise catholique. Dans son inimitable langue de bois, elle a tranché en faveur du Vatican, et déclaré : *«en décidant de maintenir les crucifix dans les salles de classes (...), les autorités ont agi dans les limites de la latitude dont dispose l'Italie dans le cadre de son obligation de respecter le droit des parents d'assurer cette instruction conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques»*. Derrière ce charabia, on voit bien ce qui est en jeu : l'imposition de signes religieux à des enfants dans les écoles publiques, la légitimation de l'obscurantisme religieux au nom de la «liberté des convictions» et le refus de la neutralité de l'enseignement.

#### **10. La volonté poussée jusqu'au ridicule de contrôler le moindre détail de la vie scolaire.**

Inculpée pour «atteinte à l'islam et sédition», Gillian Gibbons, une institutrice, a été arrêtée à Khartoum au Soudan en novembre 2007. Elle risquait quarante coups de fouet, six mois à un an de prison et une amende. Quel crime avait-elle commis ? Cette institutrice britannique avait baptisé une peluche, un nounours, «Muhammad», ou laissé ses élèves âgés de 6 à 7 ans baptiser la peluche du nom du prophète de l'islam, l'affaire n'est pas claire. Toujours est-il qu'elle fut d'abord condamnée à quinze jours de prison puis, après une campagne internationale en sa faveur, finalement graciée par le président Omar El Béchir. À son retour du Soudan, elle déclara : *«J'ai un grand respect pour la religion musulmane et je n'aurai jamais offensé quiconque en connaissance de cause.»* Où l'on voit que le ridicule ne tue... ni le Président El Béchir ni Mme Gibbons, et qu'en plus les victimes de l'intolérance religieuse se sentent coupables ! C'est dire le pouvoir d'influence néfaste des religions sur la faculté de raisonner de leurs victimes.

### **11. La volonté de réglementer les mœurs de tous, croyants ou non croyants**

– En France, en février 2007, dans un texte commun intitulé «Le mariage, c'est l'union d'un homme et d'une femme», les représentants des cultes catholique, musulman, juif, orthodoxe, protestant et arménien de la région lyonnaise ont appelé à ne pas *«brouiller ce repère fondateur de l'humanité»* qu'est le mariage. Ils voulaient ainsi prendre position contre le mariage homosexuel et ils ont affirmé : *«Il ne s'agit pas là d'un simple débat de société mais d'un choix majeur, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas un cadeau à faire aux générations futures [...]. Une institution aussi essentielle [que le mariage] ne peut pas être soumise aux fluctuations des courants de pensée. Elle se situe bien au-delà des différences religieuses et des clivages idéologiques [...]; il y a mensonge à prétendre qu'il est indifférent pour un enfant de grandir ou non avec un père et une mère.»*

Ce type d'initiative illustre bien l'offensive concertée des religions pour envahir l'espace public, exercer des pressions sur les électeurs et les partis politiques, et se poser abusivement en autorités morales.

### **12. L'investissement du terrain de la lutte écologique**

Le documentaire d'Al Gore qui a connu une diffusion mondiale est exemplaire à cet égard. À ma connaissance, dans les milieux «de gauche» ou altermondialistes, personne n'a souligné que Al Gore non seulement est un protestant militant mais qu'il a particulièrement réfléchi aux techniques de propagande religieuse. La presse dite de gauche a chanté les louanges de son film en «oubliant» son contenu religieux.

### **13. La lutte contre le féminisme**

En juillet 2004, dans une «Lettre aux évêques de l'Eglise catholique sur la collaboration des hommes et des femmes dans l'Eglise et dans le monde», le Vatican a dénoncé le féminisme, la guerre des sexes et l'homosexualité. Devinez qui avait rédigé ce document de 37 pages ? Le cardinal Joseph Ratzinger, le futur Benoît XVI, «notre» sémillant pape actuel ! Cette lettre fut à l'époque approuvée par le pape Jean-Paul II. Voici ce qu'elle disait :

*«Ces dernières années, on a vu s'affirmer des tendances nouvelles pour affronter la question de la femme. Une première tendance souligne fortement la condition de subordination de la femme, dans le but de susciter une attitude de contestation. La femme, pour être elle-même, s'érige en rival de l'homme. Aux abus de pouvoir, elle répond par une stratégie de recherche du pouvoir. Ce processus conduit à une rivalité entre les sexes, dans laquelle l'identité et le rôle de l'un se réalisent aux dépens de l'autre, avec pour résultat d'introduire dans l'anthropologie une confusion délétère, dont les conséquences les plus immédiates et les plus néfastes se retrouvent dans la structure de la famille.»*

Le fait que de plus en plus de femmes contestent la domination des hommes, refusent d'occuper les postes subalternes et les moins qualifiés, ne veulent plus être ni les potiches ni les bonniches des mâles, est assimilé à une simple rivalité, une jalousie par rapport au pouvoir. Plus grave, l'égalité que réclament les femmes ruinerait... la famille ! Mais continuons cette lecture édifiante :

*«Une deuxième tendance apparaît dans le sillage de la première. Pour éviter toute suprématie de l'un ou l'autre sexe, on tend à gommer leurs différences, considérées comme de simples effets d'un conditionnement historique et culturel. Dans ce nivelage, la différence corporelle, appelée sexe, est minimisée, tandis que la dimension purement culturelle, appelée genre, est soulignée au maximum et considérée comme primordiale. L'occultation de la différence ou de la dualité des sexes a des*

*conséquences énormes à divers niveaux. Une telle anthropologie, qui entendait favoriser des visées égalitaires pour la femme en la libérant de tout déterminisme biologique, a inspiré en réalité des idéologies qui promeuvent par exemple la mise en question de la famille, de par nature biparentale, c'est-à-dire composée d'un père et d'une mère, ainsi que la mise sur le même plan de l'homosexualité et de l'hétérosexualité, un modèle nouveau de sexualité polymorphe.»*

Conscient que sa charge contre les aspirations égalitaires des femmes n'est guère convaincante, Ratzinger et ses potes s'attaquent à la remise en cause des rôles sociaux qu'occupent les hommes et les femmes. Bien sûr, toutes les réflexions théoriques nouvelles qu'ont pu produire les féministes ne sont pas du même intérêt, mais pour en nier l'importance, le futur pape, comme tout bon réactionnaire s'appuie sur le bon sens (biologiquement un homme n'est pas une femme), ce même bon sens qui a permis aux hommes pendant des siècles d'affirmer qu'il était «naturel» que les femmes s'occupent de toutes les tâches domestiques, y compris l'éducation des enfants. Et pour compléter le tableau, Ratzinger s'attaque aux couples homosexuels qui veulent éduquer des enfants.

*«[Cette deuxième tendance] renforce tout d'abord l'idée que la libération de la femme implique une critique des Saintes Écritures, qui véhiculeraient une conception patriarcale de Dieu, entretenue par une culture essentiellement machiste. En deuxième lieu, cette tendance considérerait comme sans importance et sans influence le fait que le Fils de Dieu ait assumé la nature humaine dans sa forme masculine.»*

Cette lettre fut rédigée par la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, dirigée par le cardinal Joseph Ratzinger de 1981 à 2005, et héritière de la Sacrée Congrégation de l'Inquisition romaine et universelle fondée par le pape en [1542](#), pour lutter contre les [hérésies](#). La fonction de cette vénérable institution est de condamner toute idée ou toute théorie qui ne respecte pas les conceptions réactionnaires du Vatican (en langue de bois : «*promouvoir et protéger la doctrine et les mœurs conformes à la foi dans tout le monde catholique*»). Toutes les critiques de cette Inquisition new look ont au moins une utilité : elles montrent que l'Eglise catholique est sur la défensive, que finalement le pape et ses cardinaux sont bien conscients de la justesse des critiques féministes. Et, comme tous les religieux et tous les réactionnaires, ils ne peuvent se défendre qu'en rappelant avec des trémolos dans la voix «*le rôle irremplaçable de la femme à tous les niveaux de la vie familiale et sociale*», et «*le génie féminin*».

## **ANNEXE :**

### **Les hypothèses fécondes d'Olivier Todd et Youssef Courbage**

Dans *Le rendez-vous des civilisations* (Seuil, 2007), les auteurs essaient d'apporter un regard dépassionné sur la question du «retour du religieux» dans le monde, notamment dans les pays dits «musulmans».

Prenant de la distance vis-à-vis des simplifications médiatiques, ils avancent une série d'hypothèses passionnantes liant, d'un côté, alphabétisation des hommes et des femmes, baisse de la fécondité, progression de la contraception, remise en cause des structures familiales (notamment de l'endogamie et des mariages entre cousins ; mais aussi de la polygamie et de l'infanticide des filles), et, de l'autre, déclin du religieux et ce qu'ils appellent des «crises de transition».

On peut bien sûr trouver ce lien entre fécondité, alphabétisation et religion un peu mécanique et signaler de nombreuses exceptions, qu'évoquent d'ailleurs les auteurs eux-mêmes. Par exemple, les États-Unis combinent ferveur religieuse, alphabétisation de masse et fécondité modérée (2 enfants par femme, soit 50% de plus qu'en Europe ou au Japon). Il en est de même dans le Kérala (en Inde), Etat fortement alphabétisé et à majorité hindoue et catholique, où la fécondité moyenne a atteint moins de deux enfants par femme sans que l'influence de la religion diminue.

Pour résumer à grands traits leurs hypothèses en ce qui concerne les sociétés dites «musulmanes», Todd et Courbage considèrent qu'elles traversent une profonde crise de transition ; l'islamisme ne serait qu'un phénomène passager (ce moment «passager» pouvant quand même se mesurer en quelques dizaines d'années...) et la «désislamisation» est, selon eux, tout aussi inéluctable que la «déchristianisation» et la «débouddhisiation» qu'ont connues l'Europe et l'Asie.

La grande force de ces hypothèses est qu'elles ne cantonnent pas l'islam et les sociétés ou les peuples

fortement imprégnés par son influence dans une seule zone d'inintelligibilité. Selon nos démographes, il n'y a pas d'exception musulmane, à l'échelle historique s'entend, même si les structures familiales des pays dits «musulmans» sont différentes de celles des grands pays européens, notamment de la France.

On peut cependant éprouver un certain scepticisme devant leur tableau idyllique de la famille arabo-musulmane, qu'ils qualifient de «*protectrice*», «*aimante*», etc., où le père n'aurait qu'un «*pouvoir symbolique*». Todd et Courbage n'intègrent visiblement pas dans leur analyse les luttes et les analyses des féministes égyptiennes ou iraniennes depuis des décennies, ni celles plus récentes des femmes en Jordanie, en Palestine ou au Pakistan. Les auteurs vont même jusqu'à expliquer que les conditions draconiennes du Code civil iranien ne sont pas appliquées, ce que démentent d'autres sources !

Néanmoins leurs hypothèses ont le grand avantage de nous faire considérer l'humanité dans son ensemble, et de ne pas la segmenter en «civilisations» ou en «cultures», totalement imperméables les unes aux autres, et surtout incapables de coexister sans que l'une domine, assimile ou détruise complètement les autres.

# L'offensive des Etats

Cette offensive des Etats n'est pas nouvelle mais elle permet de rappeler la dépendance permanente des appareils religieux vis-à-vis des appareils d'oppression et d'exploitation que sont les Etats. Les Etats ont toujours instrumentalisé les religions. Au XX<sup>e</sup> siècle quand les Etats ne se sont pas servi des vieilles religions traditionnelles, ils ont inventé des «religions civiles», comme en témoignent les cérémonies et les rites qu'ont mis en place le fascisme italien, le nazisme allemand, le maoïsme chinois, le castrisme cubain, le stalinisme russe, le péronisme argentin ou... le chavisme vénézuélien.

## **Religions civiles, ou séculières, des fascismes, des stalinismes et des populismes**

Dans les religions civiles, on retrouve

- les **messes** : les meetings où l'émotion des foules est soigneusement orchestrée ;
- les **processions** : les défilés en uniforme, au son de chants qui rappellent furieusement les marches militaires ;
- les **martyrs** : du simple militant au chef qui se sacrifie (Che Guevara), que ce soit dans les luttes armées ou les batailles pour la production (stakhanovisme) ;
- les **miracles** : la propagande stalinienne, en apparence farouchement matérialiste, a toujours fait croire que des miracles économiques et technologiques se produisaient grâce au pouvoir des idées géniales des grands dirigeants vivants ou des défunts pères fondateurs du marxisme ;
- les **saints vivants** : le travailleur exemplaire, le dirigeant plein d'empathie, ou menant une vie frugale et refusant tout confort matériel, le cadre du Parti dévoué nuit et jour à la cause, etc. ;
- les **saints morts** : voir l'embaumement de Lénine, puis d'autres dirigeants staliniens ;
- le **culte des chefs** n'a rien à envier au culte du pape dans l'Eglise catholique, qu'il s'agisse du Führer, du Duce ou de Staline, Mao ou Castro.

Ces phénomènes de religions civiles sont récents car, si l'on remonte un peu dans le temps, on constate que les puissances occidentales n'ont pas eu besoin d'inventer de nouvelles religions civiles pour coloniser l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique. Les Eglises ont pleinement collaboré avec les entreprises missionnaires chrétiennes. Ces entreprises se poursuivent d'ailleurs encore aujourd'hui en Irak, puisque les évangéliques sont véritablement «*embedded*» (intégrés) dans les troupes américaines qui interviennent actuellement en Afghanistan et en Irak.

## **La religion, instrument de conquête coloniale et néocoloniale**

Soulignons d'abord que les colonisateurs ont su pleinement utiliser les rivalités religieuses ou politiques locales pour s'implanter dans les pays du Sud.

En Afrique, par exemple, les Britanniques ont recruté des soldats musulmans qui s'affrontaient aux missionnaires anti-esclavagistes catholiques. En Inde, au départ, les Britanniques ont maintenu un certain équilibre entre les confessions musulmane et hindoue puis la puissance coloniale britannique a privilégié la minorité musulmane contre la majorité hindoue et les Britanniques se sont appuyés sur les sultans musulmans contre leurs peuples.

Les missionnaires protestants en Inde furent d'excellents auxiliaires de la colonisation et ils contribuèrent à la création d'une élite indigène anglicisée. Le modèle indien servit ensuite à la Grande-Bretagne en Afrique – les Britanniques essayèrent de convertir les rois africains, ce qui provoqua parfois l'effondrement des sociétés et des guerres religieuses. Au Nigeria, les Britanniques mirent en place une sorte de califat colonial où les écoles catholiques furent interdites avec leur appui.

Les colonisateurs français, quant à eux, avaient très peur du panislamisme avant la Première Guerre mondiale. Aussi collaborèrent-ils avec les Confréries religieuses musulmanes en Afrique noire pour mieux lutter politiquement contre le panislamisme; en Algérie, ils privilégièrent l'administration directe même s'ils firent parfois de petites concessions aux hiérarchies en place.

En Afrique noire, les musulmans refusèrent en général de collaborer ; les élites africaines coloniales et même postcoloniales étaient donc généralement catholiques, formées dans des institutions religieuses gérées par des prêtres européens. Cinquante ans après l'indépendance, on retrouve encore des séquelles

de cette division religieuse, puisque, aujourd'hui, dans les pays à majorité musulmane les catholiques apparaissent toujours comme des «agents de l'étranger» (notamment de la France, ou de la Belgique). Le prosélytisme plus récent des missionnaires protestants a encore compliqué le panorama politico-religieux, d'autant plus que sont nées de nombreuses formes de syncrétisme. On a vu apparaître des Eglises syncrétiques autochtones comme le kibanguisme au Congo belge, et cet Eglise a trop bien réussi et a échappé au Vatican.

### Les religions aujourd'hui

Depuis la révolution iranienne de 1979, les médias sont focalisés sur le fondamentalisme musulman. S'il est vrai que la théocratie iranienne ou le régime des talibans ont été largement critiqués en Occident, à cause de leurs effets sur les libertés individuelles et notamment sur les droits des femmes, on ne peut pas dire que les liens entre les fondamentalismes protestants et les présidents des Etats-Unis aient créé des critiques aussi vives, du moins dans les grands moyens d'information.

De plus, on a peu souligné, parce que le processus s'est déroulé de façon moins tonitruante que dans les pays dits musulmans, d'un côté, ou aux Etats-Unis, de l'autre, que les autorités religieuses (toutes les autorités religieuses, y compris l'islam, n'en déplaise aux tenants de la thèse de l'«islamophobie» dominante à gauche en Europe) sont de plus en plus consultées. Comme l'écrit Thomas Ferenczi, à propos de la France les religions «*entretiennent un dialogue permanent avec les pouvoirs publics. [...] La question d'un enseignement des religions à l'école est même ouvertement posée*».

En ce que concerne les Etats-Unis, contrairement à toute la propagande contre Bush, il est faux d'affirmer que ce président falot qui se fit élire dans les Etats du Sud avec les voix des protestants fondamentalistes en critiquant les catholiques ; et dans les Etats du Nord avec les voix des catholiques en critiquant les fondamentalistes protestants, il est faux donc d'affirmer qu'il se soit livré à une chasse aux musulmans à grande échelle aux Etats-Unis. Si près de 4400 musulmans ont été certes persécutés dans le pays, c'est **140 000** Japonais qui furent enfermés dans des camps **durant toute la Seconde Guerre mondiale** par le président Roosevelt, ce «démocrate antifasciste», allié de Staline, et ennemi de Hitler. Loin de se livrer à une campagne politique contre l'islam, Bush se mit à lire des citations du Coran, à rencontrer des dignitaires musulmans aux Etats-Unis, à expliquer que l'islam était une «religion de paix», etc. Mais la propagande n'a retenu que le mot «croisade» qu'il prononça une fois, et a dissimulé les dizaines de déclarations et de gestes en direction des musulmans américains, parce que cela ne cadrerait pas avec la thèse de «l'islamophobie».

L'attaque contre l'Afghanistan a été justifiée en termes parfaitement laïques, au nom des vertus de la guerre défensive, et il est amusant que ce furent les opposants religieux à cette guerre (les Eglises baptistes et catholiques) qui brandirent des arguments théologiques...qui furent peu écoutés, tant l'hystérie nationaliste (nationaliste et non religieuse) était à son comble après les attentats du 11 septembre 2001.

Aux Etats-Unis, les relations entre politique et religion sont donc beaucoup plus complexes que *Le monde diplomatique* ou n'importe revue gauchiste a pu le dire. Comme l'explique Denis Lacorne, ce sont autant les Républicains Reagan et Bush qui ont instrumentalisé la religion, que la droite chrétienne qui a essayé d'instrumentaliser le Parti républicain. Et dans ce chassé-croisé d'influences, les fondamentalistes protestants ont dû apprendre à faire des compromis, comprendre qu'ils ne pouvaient imposer tout leur programme idéologique à toute la société américaine, bref mettre de l'eau dans leur vin.

On a eu les mêmes débats biaisés et caricaturaux en France à propos de Sarkozy que la gauche a présenté tour à tour comme le casseur de la laïcité, un multiculturaliste de droite, un ami des intégristes catholiques, le chanoine de Latran, etc. Tout comme Reagan ou Bush, Sarkozy n'est pas un grand penseur politique. Il suffit de lire ses livres, y compris *La religion, l'espérance*, pour constater qu'il fait des phrases très simples, construites avec un sujet, un verbe, un complément et pas plus d'une «idée» par phrase – dans les meilleurs cas. Loin d'être un intégriste catholique, un papiste au service du Vatican, Sarkozy est celui qui a certainement le plus fait pour forcer les différentes tendances de l'islam français à coopérer ensemble, à intervenir dans le champ politique (bien sûr dans un cadre républicain, etc.). Et sa phrase sur le fait qu'un curé est plus utile qu'un instituteur ne doit pas être prise au pied de la lettre, mais plutôt comme une affirmation plus générale, assez banale, et finalement commune à la gauche et à la droite, que toutes les religions, dont la sienne (la catholique), sont la source de valeurs morales utiles à la cohésion sociale.

Plutôt que de voir les Etats comme soumis aux Eglises, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, il me semble plus juste de dire que les gouvernements utilisent la religion quand cela les arrange (comme Eisenhower qui se fit baptiser après avoir été élu en 1952 et qui donna un tour religieux à la guerre froide, présentée déjà comme un affrontement entre le Bien et le Mal, pour des raisons purement opportunistes), et qu'ils la tiennent en laisse, voire à l'écart, quand cela leur convient.

# L'offensive des idéologues théocompatibles et des «spécialistes» des religions, partisans du multiculturalisme

**Les journalistes, les profs de l'EHESS (Ecoles des hautes études en sciences sociales) ou de l'Institut européen des sciences des religions, les intellectuels prétendument agnostiques réhabilitent le rôle prétendument éthique ou culturel des religions.**

Cette offensive est bien sûr menée par des idéologues de la gauche modérée, centristes ou de droite, généralement catholiques ou protestants, même s'ils ne le disent jamais dans leurs écrits «scientifiques». Pour eux, la religion joue un «*rôle irréductible dans la construction du sujet humain*», elle permettrait à la «*quête de sens, de valeurs et de cohérence*» que mènent les êtres humains de ne pas être vaine. Cette idée répandue à profusion rencontre de l'écho chez beaucoup d'enseignants qui sont persuadés de tenir là une explication solide de la montée de la violence dans les rapports entre élèves, entre profs et élèves, de «l'incivilité» des jeunes dans l'espace public ou au sein de la famille, etc.

Encouragés par Régis Debray (ex-théoricien guévariste, ex-conseiller du président socialiste Mitterrand et nouveau converti, tout comme Max Gallo, socialiste, et lui aussi ex-proche de Mitterrand et nouveau converti), ou par Dominique Borne (fils du dirigeant démocrate-chrétien Etienne Borne et ex-inspecteur de l'Education nationale) que l'on trouve dans tous les colloques sur la religion et qui défend sans cesse l'importance d'enseigner ce que cette clique obscurantiste appelle «*les faits religieux*», de nombreux professeurs et parents se laissent influencer par cette offensive idéologique menée de façon assez subtile, car elle apparaît déconnectée des réseaux religieux.

En fait, quand ils s'interrogent sur le niveau des élèves, ces intellectuels mélangent sciemment inculture des jeunes et inculture religieuse, deux questions qui ne sont pas liées. Après avoir effectué ce tour de passe-passe, ils cherchent alors à remédier avant tout à l'inculture religieuse, car l'inculture historique, philosophique, littéraire ou artistique, n'est pas leur priorité. Puis ils dénoncent ce qu'ils appellent le «laïcisme», le «républicanisme athée», la tradition «franc-maçonne», la «religion de l'athéisme», voire pour faire plus chic et plus radical, «l'universalisme colonialiste européen» ou la «religion civile» des droits de l'homme.

Dans le cadre du débat franco-français, ces idéologues font toujours allusion aux politiciens anticléricaux et francs-maçons les plus caricaturaux de la III<sup>e</sup> République, jamais aux penseurs de l'athéisme et du matérialisme. Et quand ils évoquent des pays où la religion a encore une influence politique et sociale massive, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Amérique du Nord, au Proche et au Moyen-Orient, ils font comme s'il n'y avait jamais eu ni païens ni athées dans ces régions, et que ces régions avaient toujours été peuplées de monothéistes convaincus. Or, une grande partie des idées et pratiques païennes ont influencé la religion. Ils savent pourtant que les Rois mages et la virginité de Marie ont été des thèmes païens avant de devenir centraux dans le christianisme. Idem pour la pierre de la Kaaba, objet de culte païen avant de devenir essentielle pour l'islam et le pèlerinage de La Mecque.

Les spécialistes des religions et les intellectuels prétendument agnostiques accompagnent (consciemment ou pas, peu importe) l'évolution idéologique des dignitaires religieux et des théologiens au sein des sociétés modernes, laïques ou en voie de laïcisation moderne : ils reconstruisent l'identité religieuse (hier dominante et tyrannique, aujourd'hui en déclin) et en font une identité minoritaire, parée de toutes les vertus des minorités. Au nom du respect de la différence, du respect des minorités (reprenant cette thématique de gauche, la Droite chrétienne américaine a même le culot de se prétendre persécutée !), ils essaient de redonner du pouvoir aux religions avec des arguments du type : «*Considérer les religions a priori comme des superstitions c'est refuser de comprendre une culture.*» Ou alors ils nous expliquent que le christiannisme serait le «*patrimoine culturel*» partagé par tous les

Européens. Ou ils se livrent à une critique de l'évolution de la religion à la raison, de l'irrationnel au rationnel, du magique au scientifique, et défendent l'idée baroque qu'il faudrait étudier la religion du point de vue de «l'indigène». En défendant cette thèse, l'anthropologue post-moderne Clifford Geertz est tout à fait dans la lignée du discours de Tariq Ramadan sur la nécessité de «s'excentrer» pour comprendre l'islam. À force de s'excentrer, ils finissent par ne plus avoir aucune boussole théorique.

Et c'est dans cette confusion que les multiculturalistes de droite rejoignent les multiculturalistes de gauche et d'extrême gauche.

### **De l'espérance sarkozienne au feuilleton «La Commune»**

Philippe Triboit, réalisateur de la série «romanesque» de Canal Plus sur les banlieues, «La Commune», a déclaré dans le supplément télévision du *Monde* du 9-10-décembre 2007 : «*Nous avons veillé à ne jamais mettre en cause la croyance en Dieu.*» Avec des «intellectuels» aussi courageux, l'UOIF et l'UMP n'ont plus besoin de souhaiter une loi contre le blasphème. Et notre philothéiste d'ajouter : «*Je pense d'ailleurs que la religion est structurante pour des gens en mal de repères qui, peut-être, ne sont plus sensibles aux autres propositions.*» Heureusement qu'il affirme, dans la même interview, parler «*sans condescendance de la banlieue*». Car, de deux choses l'une, soit ce monsieur croit en Dieu, et dans ce cas il projette malhonnêtement ses convictions sur les sept millions d'habitants qui vivent dans les quartiers populaires. Soit il est athée, mais il considère que «*les gens en mal de repères*» (sous-entendu les «classes dangereuses») sont trop bêtes pour penser par eux-mêmes et auraient besoin d'un narcotique comme la religion.

Dans un cas, comme dans l'autre, cela augure mal du contenu politique de cette série...

**L'exemple de Pierre Tevanian est à cet égard assez intéressant.** Auteur de plusieurs ouvrages, animateur du site Les mots sont importants, il est aussi l'un des fondateurs des Indigènes de la République, qui s'appellent aujourd'hui le... PIR. Dans une émission que l'on peut écouter sur le site de l'Union rationaliste (à condition de ne pas bondir chaque fois que le secrétaire général de l'Union rationaliste lui pose des questions xénophobes) Tevanian expliquait qu'il ne voyait pas où était le problème dans les mélanges entre religion et politique. Ce qui lui posait problème ce n'était pas le côté «religion» mais le côté politique. Parfaite réponse de Tartuffe.

En effet, il a eu le culot de citer comme exemple de cette position, les chrétiens qui avaient caché des Juifs en France ou soutenu le FLN pendant la guerre d'Algérie.

Pour ce qui concerne l'attitude des catholiques et des protestants, on ne voit pas bien en quoi l'antisémitisme serait étranger au christianisme. Rappelons quand même à M. Tevanian (professeur de philosophie et normalien) que, pour les catholiques, les Juifs ont été pendant des siècles les descendants des responsables de la mort de Jésus Christ, c'est-à-dire rien moins que les assassins du Fils de Dieu. Et ce n'est pas le pape Pie XII (qui ne s'opposa ni à Hitler ni au judéocide) qui a pu armer intellectuellement les fidèles de l'Eglise catholique contre l'antisémitisme sous l'Occupation allemande et les inciter à cacher des Juifs. En effet, l'Eglise française fut un pilier du régime de Vichy, pas l'organisatrice de la Résistance ou des quelques réseaux catholiques ou protestants de protection qui cachèrent des Juifs en France.

Du côté protestant, il en est de même car tout le monde sait que Luther, le fondateur du protestantisme, a écrit des pamphlets antisémites. Et que les Eglises protestantes allemandes ne s'opposèrent pas massivement au nazisme.

Il faut donc avoir un certain culot, quand on est athée, pour prendre pour argent comptant les explications des catholiques et des protestants concernant leur opposition à l'antisémitisme. Même s'ils sont sincères, nous avons le droit de leur dire que l'Eglise catholique a entretenu et justifié l'antisémitisme pendant presque 2000 ans ; quant aux Eglises protestantes, on attend toujours qu'elles fassent le ménage parmi les écrits de Luther !

En ce qui concerne la guerre d'Algérie, ni l'Eglise catholique, ni les Eglises protestantes de France ni la papauté ne furent des fers de lance de la lutte contre le colonialisme français.

Quant à l'islam politique, Pierre Tevanian prétend ne pas être un spécialiste des questions de l'islam. Il faut selon lui surtout se demander si l'islam politique est, oui ou non, un partenaire dans une lutte intransigeante pour l'égalité.

Tout d'abord il devrait savoir que le Coran fourmille de réflexions négatives contre la religion juive et contre les juifs. Réflexions qui n'ont pu que former un terreau très favorable à l'antisémitisme dans

les pays dits «musulmans». Quant à la lutte intransigeante pour l'égalité, il sait parfaitement que les partis de l'islam politique, de l'AKP aux Frères musulmans, en passant par le Hamas et le Hezbollah ne sont pas des partisans de l'égalité sociale, mais respectent la propriété privée, la division de la société en classes, le salariat, l'exploitation capitaliste.

Lorsqu'il se présente fièrement comme un partisan «intégriste de l'égalité», il nous semble plutôt qu'il incarne parfaitement la figure de l'opportuniste de l'égalité... Ce qui n'est pas tout à fait la même chose !

### **Les acrobaties de Paul Thibaud et de Gianni Vatimo**

Paul Thibaud, penseur catholique, directeur de la revue *Esprit*, auteur de tribunes libres dans les médias français, veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes tout comme son compère Gianni Vatimo «catholique, communiste, anarchiste, postmoderne et révolutionnaire» (selon le blog Nosotros y ellos qui l'a interviewé !) qui se dit «irréremédiablement chaviste».

Selon Thibaud, «l'Etat moderne s'autorise d'un agnosticisme généralisé», mais dans une société qui mélange «droits de l'homme et marché», le christianisme, et même «les religions» (les idéologues cathos sont très œcuméniques aujourd'hui) ont leur chance. Et, ô miracle, «la capacité chrétienne d'inspirer l'histoire apparaît comme une force en réserve, qu'on n'a jamais utilisée». Vous n'avez pas eu assez de guerres de religion, de bigoterie, de collaboration avec le franquisme, le salazarisme, le fascisme et le nazisme, de propagande contre l'homosexualité, la contraception et les préservatifs ? Eh bien, reprenez donc une petite dose de «capacité chrétienne à inspirer l'histoire» «pour donner corps à la nécessaire fraternité universelle où notre monde n'a ni l'audace ni la force de se risquer» !

Gianni Vatimo nous sert le même brouet et arrive aux mêmes conclusions : «l'Eglise est devenue beaucoup moins exclusive» ; elle a su mettre un terme à ses «dogmatismes et prétentions absolutistes» ; «les sciences ne jouissent plus d'une certitude absolue» ; la rationalité des sciences est devenue «incertaine» ; «il n'y a plus, ou presque plus, une science certaine de soi, persuadée de l'infailibilité de ses méthodes». Les «Eglises chrétiennes» ont donc pour tâche d'«affirmer le pluralisme».

Ces deux intellectuels catholiques sont intervenus dans un colloque du Monde organisé en 2002 sur le thème «*Religion et politique, une liaison dangereuse ?*» colloque dans lequel aucun athée et matérialiste militant n'a été invité. Par contre, nos deux penseurs n'ont à aucun moment expliqué «d'où ils parlaient» et évoqué leurs convictions religieuses personnelles, comme s'ils s'exprimaient en toute neutralité...

# L'offensive des humanitaires

Le terme d'offensive peut paraître exagéré ou inutilement polémique. En fait, la question de l'action humanitaire a pris une place importante depuis une trentaine d'années, même s'il existe depuis des siècles des organisations «charitables», essentiellement religieuses. Le champ humanitaire s'est considérablement élargi et il ne mobilise pas seulement les catholiques, les protestants, les bouddhistes, les hindouistes ou les musulmans. Beaucoup de jeunes, athées ou agnostiques, et de moins jeunes s'engagent dans des organisations humanitaires. Et les Eglises, en Occident, ont trouvé là un terrain d'action, un public, un moyen d'être «comme un poisson dans l'eau». Cela ne résulte sans doute pas d'un plan machiavélique d'infiltration, d'une stratégie d'«entrisme» des religieux dans les ONG ou associations humanitaires laïques, mais cela montre que les Eglises ont su s'adapter au monde moderne et aux exigences des jeunes qui veulent «faire quelque chose», «rendre service», «aider ceux qui sont dans la galère», etc.

Face à la crise des vocations ecclésiastiques et à la baisse de fréquentation des services religieux (du moins en Europe), à l'individualisation des croyances et à l'individualisme croissant des croyants, les grands courants religieux constitués depuis des siècles ont su aller à la rencontre de la jeunesse, mais aussi de toutes les victimes des crises économiques, des guerres, des famines, des catastrophes naturelles, pour à la fois redorer leur blason, recruter de nouveaux adeptes et, soyons justes, tout simplement donner un coup de main à des populations démunies de tout.

Le «pauvre» est redevenu une figure centrale dans les sociétés occidentales les plus riches. Le «pauvre» a même acquis un statut politique à gauche et à l'extrême gauche : on l'appelle désormais le «sans», dans les milieux militants. Traduire : le sans-papiers, le sans-domicile-fixe, le sans-terre, le sans-travail, bref le «précaire». On assiste à une curieuse convergence, au sein du mouvement altermondialiste, entre les croyants et les athées autour de cette figure du «pauvre», du «sans», du «précaire», qui a remplacé celle du prolétaire, de l'ouvrier, comme sujet de contestation de l'ordre capitaliste. Et tous de réclamer un «partage plus juste des richesses», ou d'exiger que «les riches, les banques, les patrons licencieurs payent la crise», pas les pauvres, comme s'il s'agissait d'une perspective crédible dans le cadre même du système capitaliste !

En dehors des ONG ou des associations caritatives clairement liées à tel ou tel courant religieux, les croyants sont aussi présents dans toutes sortes d'ONG ou d'associations dites laïques. Et le champ humanitaire n'a pas pu être envahi par les croyants sans que cela influence considérablement non seulement le vocabulaire, mais aussi les formes d'action, la politique des organisations dites humanitaires.

Une confusion idéologique durable s'est installée entre action humanitaire et action religieuse, et cette confusion a des effets néfastes sur le plan politique. Mais, me direz-vous, pourquoi vous acharnez-vous tellement contre de braves gens, pleins de bonnes intentions, qui font des trucs concrets pour en aider d'autres ? Effectivement, ce ne sont pas (du moins le plus souvent) leurs gestes concrets d'empathie et d'entraide et de solidarité qui sont critiquables. Ce sont les intentions politiques qui les sous-tendent, le contexte politique dans lequel ils agissent.

L'action humanitaire ne prétend pas changer le monde ou apporter des solutions radicales, elle veut seulement fournir des solutions concrètes à des individus, apporter un réconfort moral et physique aux victimes du capitalisme. Elle répond d'ailleurs bien à cette désaffection vis-à-vis des idéologies révolutionnaires, désaffection qui est sans cesse affirmée dans les médias. De plus, pour les croyants, elle introduit une relation gagnant/gagnant, comme on dit aujourd'hui : à la rédemption de «l'aidant» répond la rédemption de celui ou de celle qui est sauvé par le geste généreux du militant croyant (ou laïque). Le vocabulaire humanitaire est marqué à la fois par le discours religieux, le discours militaire (tout ce qui concerne la logistique) et le marketing (pas d'action humanitaire efficace à grande échelle sans un réseau de sollicitateurs qui démarchent les grandes entreprises et les Etats).

L'humanitaire est le cheval de Troie de la nouvelle évangélisation par la conquête, évangélisation que pratiquent les protestants américains partout où ils mettent les pieds (que ce soit en Algérie ou parmi les Indiens de l'Amazonie vénézuélienne), mais aussi des sectes comme l'Eglise de scientologie (lors du tsunami en 2004 qui avait fait 230 000 morts dans l'océan Indien) ; ou les ONG islamiques qui se

livraient à une concurrence acharnée au Pakistan après le tremblement de terre de 2005 qui avait fait 79 000 morts, etc.

Qu'elles soient catholiques ou protestantes, les missions ont toujours pratiqué le mélange des genres : elles ont mené des tâches d'alphabétisation dans les langues européennes ; elles ont créé des dispensaires et des écoles, ce qui leur a permis de se livrer à un prosélytisme religieux plus ou moins discret, suivant les droits que leur accordait l'Etat qui les accueillait, le système colonial et les réactions de la religion dominante ou officielle.

Pour ce qui concerne l'islam, tout le monde sait que le Hezbollah n'a aujourd'hui une influence politique importante au Liban que grâce à ses moyens financiers bien sûr (merci l'Iran !), mais surtout à son réseau de dispensaires, d'écoles, d'hôpitaux ; ce sont ses médecins, ses enseignants, ses architectes, ses ingénieurs qui suppléent aux carences criminelles de l'Etat libanais et lui permettent de jouer le rôle d'un véritable Etat providence pour des millions de Libanais : construction de routes, de logements sociaux, installation du tout-à-l'égout, etc. Gageons que si demain les Frères musulmans peuvent agir au grand jour en Egypte, si les islamistes tunisiens ne sont plus persécutés par le régime, on verra là aussi d'innombrables associations humanitaires se mettre en place pour quadriller la société.

Le mélange des genres entre religieux, politique et humanitaire n'est donc pas un phénomène européen ni même seulement occidental. Et il a des conséquences négatives partout.

Pour le moment, vu le poids prépondérant des puissances occidentales au sein des organismes internationaux, les ONG confessionnelles chrétiennes<sup>(1)</sup> sont particulièrement avantagées car elles bénéficient de financements publics importants (de la part de l'Union européenne, de l'ONU, des gouvernements occidentaux des pays les plus riches) mais aussi de ce que l'on appelle le «*charity business*». Les Eglises chrétiennes ont de nombreux réseaux qui relaient leurs appels à la solidarité et leurs collectes de fonds ; elles disposent de centaines de milliers de militants dévoués et bénévoles, d'organes de presse à leur dévotion, etc. Elles pratiquent le lobbying depuis des décennies et disposent donc de budgets colossaux.

Ceux qu'on appelle les 3M (les marchands, les militaires et les missionnaires) continuent à sévir dans les pays du Sud au nom de la «bonne gouvernance», cette idéologie faussement démocratique qui permet toutes les intrusions aux organismes internationaux. Les ONG suppléent à la réduction des systèmes de protection sociale, à la disparition progressive des «amortisseurs sociaux» depuis trente ans. Et quand on se met à analyser un peu sérieusement l'idéologie du micro-crédit, prônée notamment par les altermondialistes, on comprend rapidement ce qui la sous-tend : le micro-crédit repose sur une vieille idée réactionnaire, l'idée que ceux qui ne s'en sortent pas, ceux qui ne réussissent pas sont des fainéants, n'ont pas de volonté, etc. Pour vendre le micro-crédit d'ailleurs, les ONG n'hésitent pas à avoir recours à la rhétorique féministe (les femmes savent mieux gérer l'argent que les hommes ; les petites sommes qu'elles pourront ainsi gagner leur permettront d'acquérir une autonomie financière, etc.). Mais elles se gardent bien de révéler que le micro-crédit est une arme idéale (et invisible) pour imposer des conduites morales et religieuses.

Pour les ONG, l'individu est le seul responsable de son malheur : c'est très explicitement ce qu'affirment les organisations mennonites qui interviennent dans de nombreux pays du tiers monde, à commencer par la Colombie : elles forment de petits groupes où les fidèles se rencontrent pour amortir, traiter et résoudre les conflits sociaux à une échelle individuelle. Par exemple, pour «traiter» la haine des riches d'une employée de maison contre sa patronne, celle du parent d'une victime d'un tueur à gages en Colombie, celle d'un Noir pour son voisin blanc en Afrique du Sud, celle d'un Tutsi pour un Hutu au Rwanda, etc. Dans tous les cas, il s'agit, à grands coups de confessions publiques, de larmes, de chants et d'embrassades de transformer les hommes et les femmes, un par un, et de ne surtout pas organiser les exploités ensemble.

Les mennonites, plutôt à gauche, vendent d'ailleurs leur savoir-face en tant que pacificateurs de conflits dans le monde entier.

La Banque mondiale, quant à elle, a parfaitement intégré l'humanitaire dans ses programmes. Sur le plan politique, les ONG constituent (qu'elles en soient conscientes ou pas ou non) un filet de sécurité face à l'explosion de la pauvreté. Elles conditionnent et facilitent l'acceptation, par les prolétaires, des pseudo réformes que prônent le FMI ou la Banque mondiale.

Dans le monde capitaliste actuel, le militantisme humanitaire remplace la lutte pour la justice sociale, le combat pour l'égalité, la remise en cause des fondements de l'exploitation, et consacre ainsi

l'inégalité des rapports sociaux, qu'il s'agisse du salariat, des discriminations raciales ou ethniques, ou de la domination des femmes par les hommes.

## NOTES

1. Pour les protestants, on peut citer notamment CARE, World Vision, Habitat for Humanity, Samaritan's purse, etc. Pour les catholiques, Catholic Relief Services, Caritas International, World Council of Churches catholiques, CCFD, etc.

## BIBLIOGRAPHIE

*Religion et politique*, 2005, Editions Pleins Feux, 156 p. Interventions d'un colloque au contenu inégal, auxquelles s'ajoute le contenu de certains débats avec la salle.

*Les religions dans la Société, Cahiers français* n° 340, septembre-octobre 2007, La Documentation française. Même si l'éditeur indique que les «opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs» on remarquera que les participants travaillent tous au CNRS ou à l'EHESS dans le domaine des «sciences des religions». Aucun ne se dit athée, plusieurs sont chrétiens et surtout leurs écrits ou leurs interventions jouent un rôle fondamental dans la formation des enseignants en France par l'intermédiaire des IUFM (Institut de formation des maîtres) ou de l'Institut européen des sciences religieuses présidé par Régis Debray puis par Dominique Borne.

*Tirs croisés. La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*, Caroline Fourest et Fiammetta Venner, Calmann-Lévy, 2003. Un ouvrage journalistique décapant, même s'il manque de profondeur historique.

*Le livre noir de la condition des femmes*. Un travail journalistique, utile au moins pour découvrir comment les religions sont hostiles à la libération des femmes aux quatre coins de la planète....

*Etat et religions*, Xavier Ternisien, Odile Jacob, La documentation française. Ou comment un journaliste du *Monde* fait l'apologie de la religion sans avoir l'air d'y toucher, dans une publication «pédagogique» financée par l'Etat, et dénigre l'athéisme et le matérialisme «passésistes»...

*Politique et religion, Recherches et débats* n° 26 du Centre catholique des intellectuels français, mars 1959. Une curiosité pour ceux qui veulent se replonger dans les débats des années 1950...

*Religion et politique : une liaison dangereuse* (sous la direction de T. Ferenczi), Complexes, 2003. Un colloque du *Monde*, avec les «suspects habituels». Excellents articles d'Olivier Roy.

*Religion et politique, Terrain* n° 51, septembre 2008, un recueil de contributions indispensable.

*Religion et politique, Dissidences, résistances et engagements*, Institut de recherches de la FSU, 2006, Syllepses. S'intéresse à la place de la religion dans les manuels scolaires.

*Politique et religion en France et en Belgique*, Editions de l'Université de Bruxelles. Assez pointu sur le plan historique, utile pour comprendre les différences entre la laïcité dans les deux pays. Très modéré et consensuel.

*Les évangéliques à l'assaut du monde, Hérodote* n° 119, 4<sup>e</sup> trimestre 2005. Contrairement à ce que l'intitulé pourrait nous faire croire, et même contrairement aux assertions d'un très mauvais article sur le Darfour qui tente de nier la situation dramatique des populations chrétiennes et musulmanes au nom d'un anti-américanisme primaire et du primat de la «question de la terre», l'offensive idéologique du protestantisme ne date pas de l'arrivée de Bush fils à la Maison Blanche. Dans un article très riche sur le Congo, les auteurs montrent non seulement que les différents courants du protestantisme essaient de s'implanter en Afrique depuis un siècle, mais surtout qu'il existe une profusion de mini-Eglises, de mini-sectes qui s'inspirent de tel ou tel aspect du protestantisme, font une lecture littéraliste de la Bible, et ont généralement des visées «anticommunistes» – traduire : hostiles à tout changement social radical.

Pierre Conesa, *Avec Dieu on ne discute pas ! Les radicalismes religieux, désarmer le débat*, Robert Laffont, 2020. Malgré ses propos violents contre l'immigration et l'islam proférés début novembre 2020 dans une émission de Radio-Courtoisie, l'auteur se montre dans ce livre beaucoup plus prudent. Son ouvrage est une mine de renseignements sur les interventions politiques néfastes des religieux bouddhistes, hindouistes, juifs, musulmans et protestants, mais il reste muet sur les catholiques, ce qui pose un sérieux problème ! Et son argument selon lequel seules les religions privées d'une hiérarchie solide alimentent le radicalisme actuel ne tient pas compte de l'histoire sanglante de l'Eglise catholique...!

Vous pouvez entendre deux interviews de lui : sur Sud Radio, média xénophobe, <https://www.youtube.com/watch?v=IaSkIFVvarc> et Radio Sputnik (<https://www.youtube.com/watch?v=sKVJ5ZNZTvo>), média contrôlé, quant à lui, par le gouvernement russe. Notons que cet ancien fonctionnaire du ministère de la Défense est également un collaborateur du... *Monde diplomatique* et que ses livres sont fréquemment encensés dans ce mensuel altermondialiste.